

# Le Grain de sable % en Isère

Bulletin d'Attac-Isère

Bulletin n° 32 de novembre 2008 - Prix : 0,2 euros

**Attac** : Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens  
Bulletin édité par Attac-Isère  
Siège social et adresse postale :  
Maison des Associations  
6, rue Berthe-de-Boissieux – 38000 GRENOBLE  
attac38@attac.org - http://www.local.attac.org/attac38/  
Directeur de la publication : Bernard Labouré  
Mise en page : Georges Veyet  
CPPAP : en cours d'enregistrement  
Imprimé par nos soins

## " La main invisible est finalement devenue visible, c'est celle des prédateurs "

(Jean Ziegler, rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur le droit à l'alimentation)

### Le service public postal français

#### Une espèce en voie de disparition

La grande entreprise d'extinction est en cours, engagée depuis de longues années, **inéluçtable**.

Le timbre à tarif unique, le courrier et la presse distribués 6 jours sur 7, à domicile, un bureau postal de plein exercice à proximité, des prestations bancaires garanties pour tous quelque soit leurs revenus : c'est bientôt fini !

Fini la bonne humeur du facteur de Jacques Tati, les deux mots échangés avec les personnes âgées isolées, les petits services rendus ...

Fini le lien social et la contribution à l'aménagement du territoire assurés par le service public postal.

**Les activités courrier, colis ou bancaire doivent rentrer dans le domaine marchand et permettre à des actionnaires d'en tirer profit, tel est l'objectif de la grande entreprise alliant filialisation, ouverture à la concurrence et privatisation.**

Après avoir été isolées des activités de télécommunications, les grandes activités de la Poste — courrier, colis et services financiers — seront séparées, puis filialisées : le groupe Poste compte aujourd'hui plus de 100 filiales ...

... prêtes à s'ouvrir à la libre concurrence : et déjà des entreprises privées se repaissent de nombreuses activités autrefois « monopolisées » par le service public (certains diraient « otages ») !!

Le salut viendra de trois directives européennes, qui seront nécessaires pour imposer (progressivement) l'ouverture totale des activités postales à la « libre concurrence » au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Mais le dépeçage reste inachevé : le groupe « La Poste » réalise 900 millions d'euros de bénéfices qui échappent encore aux actionnaires privés.

Il reste donc à privatiser ce qui reste de l'entreprise publique. Tel est l'objectif que poursuivent la direction de la poste et le gouvernement en décidant d'ouvrir le capital de la Poste, première étape de sa privatisation.

La ou s'exerçait l'égalité d'accès pour tous, au même tarif, va s'imposer la loi du profit : être le plus « rentable », servir les meilleurs dividendes à ses actionnaires.

Mais en attendant il est possible d'améliorer la rentabilité des activités, pour faciliter la mise en concurrence et les profits de demain, et la direction de La Poste ne s'en prive pas :

➤ en réduisant le nombre de bureaux de poste : au printemps le PDG de la Poste révélait son intention de passer de 13 000 à 3000 bureaux de plein exercice, encouragée par la Cour des Comptes (voir le GDS de septembre 2008).

➤ en réduisant les tournées de distribution : un décret de janvier 2007 dispense l'entreprise postale de délivrer le courrier partout, 6 jours sur 7 si elle juge les conditions « défavorables » (éloignement, trop peu d'objets...)

Un rapport, révélé par les syndicats, évoque un scénario inédit de « réduction de la fréquence de distribution », à 5 jours en zones urbaines, à 3 jours en zones rurales !!

➤ en banalisant l'ouverture du livret A dans toutes les banques ...

**Inéluçtable ? Pas sûr : la riposte prend de l'ampleur.**

Du national au local des comités de défense de la Poste se créent partout.

Un comité national regroupant plus de 60 organisations s'est constitué pour s'opposer à la privatisation, pour demander un référendum et un débat public sur l'avenir du service public postal.

Ce comité se démultiplie au niveau départemental et au niveau local.

Les comités locaux rassemblant des citoyens-usagers, des postiers et des élus locaux ajoutent à ces objectifs nationaux des revendications locales pour s'opposer à la fermeture de bureaux, à des réductions d'horaires d'ouvertures, à des non remplacements de personnels qui affectent la régularité des distributions ou les ouvertures ...

Déjà des comités agissent sur les cantons de Roussillon, de Vinay-Tullins-Rives, de Pont en Royan, sur les communes de Le Pin, Allemont ou La Tronche, sur le Pays d'Alleverd ...



Précédemment les actions entreprises pour s'opposer aux projets de privatisation — France-Télécom, GDF, EDF — ont sans doute échouées parce que les usagers n'avaient pas rejoint l'action des syndicats : il est nécessaire que l'unité d'action engagée prenne de l'ampleur et alors la disparition du service public postal français ne sera plus **inéluçtable !!**

Claude Roussilhe

## G20 - Un sommet illégitime

La crise actuelle appelle une réforme radicale du système monétaire international (SMI) dans ses trois grandes fonctions :

### 1) La régulation des liquidités monétaires internationales

Il s'agit de rompre avec la logique du dollar qui joue le rôle de monnaie internationale et de créer une véritable monnaie internationale au-dessus des monnaies nationales. C'est ce qu'avait proposé l'économiste britannique John Maynard Keynes, sans succès, lors des négociations de Bretton Woods en 1944.

### 2) La régulation des taux de change entre les monnaies

Il s'agit de rompre avec le « flottement » incontrôlé des parités et de réinstaurer un ordre monétaire fondé sur la stabilité des parités. Ceci implique une véritable coopération entre les gouvernements et les Banques Centrales.

### 3) Le maintien des déséquilibres extérieurs des pays à des niveaux raisonnables

Il s'agit de rompre avec la situation actuelle où les déséquilibres internationaux n'ont jamais été aussi importants. La première mission du fonds monétaire

international (FMI) serait d'appliquer aux US un « plan d'ajustement structurel » du type de ceux qu'il impose aux pays en développement !

De tout cela, bien sûr, il a été nullement question au G20 réuni en grande pompe le 15 novembre à Washington. Ainsi le G20 s'engage à « garantir que la régulation soit efficace, n'étouffe pas l'innovation et encourage le développement des échanges des produits et services financiers ». Exit donc la limitation de la circulation des capitaux. De même rien sur les paradis fiscaux et la mise en cause du secret bancaire. Rien non plus sur l'annulation de la dette des pays du Sud...

### Mais pouvait-il en être autrement ?

Et c'est en cela que le G20 est illégitime.

De plus, il faut que tous les groupes de pays de la planète et, pas uniquement les plus puissants, soient associés aux décisions.

Le meilleur moyen de parvenir à un nouveau Bretton Woods est de convoquer, sous l'égide de l'ONU, une conférence internationale associant les gouvernements et les mouvements sociaux.

Bruno Greslou

## AG Attac-Isère : 15 novembre 2008

45 présents pour le débat sur la crise financière qui s'est tenu le matin avant l'AG statutaire. Bruno était aux manettes derrière son excellent diaporama pour nous présenter la situation actuelle sur la crise, ses répercussions sur l'économie réelle et les principales mesures à mettre en œuvre pour sortir de ce système.

Seules des politiques de rupture avec les piliers du néolibéralisme permettront de stopper l'instabilité financière, pour cela il faut :

- ⇒ Modifier le partage des richesses (salaires/profits),
- ⇒ Enrayer la mobilité internationale du capital,
- ⇒ Réhabiliter les politiques publiques au service des biens publics mondiaux et d'un modèle de développement alternatif, social et écologique,
- ⇒ Une réforme radicale des institutions financières internationales (IFI).

Débat riche qui a suivi cet exposé avec beaucoup d'interrogations et de propositions :

- \* Les pouvoirs publics doivent-ils intervenir ?
- \* Cette crise est une affaire entre capitalistes (une banque en absorbe une autre....)
- \* Comme c'est une crise du système capitaliste, la première proposition ne serait-elle pas de sortir de ce système et d'y mettre fin, car les capitalistes arriveront toujours à faire payer les crises aux salariés ?
- \* Ne pas laisser de côté le volet guerre qui est un moyen d'augmenter les profits du capitalisme.
- \* La phase actuelle du capitalisme est à bout, mais la suivante ne sera-t-elle pas pire, car le système n'est pas en faillite mais dans une phase de crise profonde ?
- \* Les États doivent avoir un droit de contrôle après la recapitalisation des banques, d'où une nécessité d'une réorientation de l'économie.
- \* On ne peut accepter le FMI comme gendarme mondial, on sait ce qu'il a fait vis à vis des pays du Sud.

\* On est dans un climat de peur, ce que veulent la majorité des gens, c'est que l'on soit rassuré et que cela reparte rapidement, donc la remise en cause du système n'est pas la priorité des gens.

\* Comme la bourse ne sert pas à financer l'économie, il faut se poser la question de l'utilité de la bourse (la fermer ?).

Même participation l'a.m. pour l'AG statutaire après avoir bien sûr entre temps mis en commun et partagé le repas amené par chacun.

Vote sur le rapport financier présenté par Jean-Louis : adopté à l'unanimité moins une abstention.

Vote sur le rapport d'activités présenté par Bernard : adopté à l'unanimité.

Nous ne revenons pas sur la présentation de ces deux rapports qui ont fait l'objet d'une rubrique détaillée dans le précédent GDS d'octobre 2008.

Le débat sur les orientations ayant été très riche, il ne nous est pas possible de l'inclure dans ce N°, il sera donc reporté dans le prochain GDS.

**Election du nouveau CA** : 60 votants (y compris les pouvoirs de vote) pour élire les 10 candidats au conseil d'administration.

Le nouveau CA élu par 60 voix est composé de : BERTHOMEAU Nikolaz (secrétaire), BONNETON Michèle, CARREL Maurice, LABOURÉ Bernard, LAURENS Lucienne, MORANT Antoine, PICHON-MARTIN Isabelle (trésorière adjointe), ROUSSILHE Claude, SICCARDI Jean-Louis (trésorier), TROUBAT Yves (secrétaire adjoint).

Les membres du bureau ont été élus lors du CA qui a suivi l'AG, à noter que le poste de président n'a pas pu être pourvu (pas de candidat), il a donc été convenu qu'en fonction des sujets d'intervention, un membre du bureau représentera l'association vis-à-vis de l'extérieur.

Georges Veyet

Quatre adhérents de l'Isère (Grenoble, St Marcellin et Vienne) ont participé à cette AG qui s'est déroulée dans la capitale des ducs de Bourgogne.

Entre 150 et 200 participants durant ces deux jours, cela peut paraître peu, mais bon nombre de militants sont restés dans leur comité local, car actifs dans les collectifs locaux contre la privatisation de la poste.

Beaucoup de participation lors des débats que ce soit en ateliers ou en plénière.

Une soirée musicale sympa organisée par les jeunes nous a permis quand même d'avoir un peu de détente et de bière locale après les débats du samedi.

#### Point sur la situation financière :

Les adhésions pour 2008 : 11800, baisse de 30% par rapport à 2007. Les mesures prises début 2007 ont permis de redresser la situation financière, mais il faut retrouver 2000 adhérents en 2009 pour assurer une stabilité, soit 60 000 euros. Il faut donc que les CL « fidélisent » les adhérents (taux de réadhésion de 70 % à passer à 80 %).

#### Activité et orientations :

Depuis un an et demi, le trame de notre activité, c'est la crise. Le lien que l'on peut faire avec la mondialisation libérale, c'est le partage des richesses, non seulement des revenus, mais aussi des ressources.

Il faut aller bien au-delà d'une simple régulation du système mais vers un changement radical de société.

Le problème, c'est qu'en Europe nous sommes en face d'un chaos politique : démission des partis sociaux démocrates devant les dogmes néolibéraux. Et derrière l'économie de marché, il y a en réalité une société de marché totalitaire.

Nous sommes aussi confrontés à l'arlésienne de la recomposition politique à gauche. Et si Attac ne participera pas à la reconfiguration politique, il n'y sera pas absent. Il faut réimpulser un débat pour la construction d'une nouvelle société.

#### Questions stratégiques :

- ⇒ Socialisation des richesses,
- ⇒ Partage des richesses,
- ⇒ D'avantage se fixer des priorités

#### Pour cela 3 cibles ont été définies pour 2009 :

- ⇒ La finance : avec un contre G20 en 2009
- ⇒ L'Europe néolibérale : avec les élections européennes en 2009
- ⇒ Le mode de développement actuel : avec le sommet climat de Copenhague en 2009.

#### Avec quels moyens ?

- ⇒ Renforcer les liens avec les Attac d'Europe, les Attac du monde, les comités locaux (pour ce qui concerne ces derniers, ce renforcement doit passer par la CNCL)
- ⇒ Attirer les jeunes en repensant nos formes d'action (difficultés à se coordonner au niveau national)

#### Fonctionnement interne :

Les désaccords ne font plus blocage et Attac retrouve une meilleure visibilité auprès des autres associations.

#### Atelier « Choix énergétiques » :

Ces choix énergétiques ne doivent pas se faire sur des orientations techniques, mais sociales et politiques, ils sont

des outils et non une finalité. En France, le débat sur l'énergie est focalisé sur celui de la production d'électricité, ce qui fait qu'il se transforme en un débat sur le nucléaire. Celui-ci est devenu la norme et on est plus dans le domaine du choix, mais de la foi.

Pour avoir une production énergétique plus efficace, il faudrait relocaliser cette production. La relocalisation des activités permettrait de répondre à la question croissance, décroissance.

Attac France a été contactée par Greenpeace pour réaliser un bilan avec les associations locales volontaires sur les choix énergétiques (et notamment le nucléaire) dans les régions Rhône-Alpes et PACA.

En conclusion, la solution à la crise ne se résoudra pas en restant dans le même système avec des énergies propres (croissance verte ou capitalisme vert). Il faut écarter l'idée que nous serions dans une vision écolo où il y aurait des interdits, nous nous fixons des limites et dans un sens politique, vouloir se fixer des limites, c'est la liberté du choix.

#### Atelier « Crise globale »

La crise financière en Europe ne permet pas de mobiliser beaucoup, mais avec la crise sociale qui va suivre (implication sur l'économie réelle), on peut espérer que cela changera et pour cette raison, attac devrait se rapprocher des syndicats.

#### « Consensus de Dijon »

- ➔ remettre au centre du débat la notion de biens publics mondiaux (BPM) qui seraient définis démocratiquement,
- ➔ remettre en cause le partage revenus/travail,
- ➔ stopper la mobilité des capitaux spéculatifs,
- ➔ suppression des paradis fiscaux et des zones franches,
- ➔ remettre en cause les institutions financières internationales (IFI),
- ➔ contrôle démocratique des banques,
- ➔ redéfinir le rôle de l'UE dans ses relations internationales,
- ➔ refonte de l'ONU,
- ➔ l'Europe et le monde sans la bourse : est-ce possible ?
- ➔ mise en œuvre d'expériences alternatives,
- ➔ autre conception de la monnaie au service de l'homme.

#### Atelier « Questions sociales en Europe »

Les mobilisations sont difficiles, il faudrait engager la discussion sur ce qui est vécu par la population : moyens, mots d'ordre...

Faire le lien entre les questions démocratiques et sociales : ex. dénoncer le caractère antidémocratique des institutions européennes,

Il faut instaurer des droits qui soient contraignants  
Services publics : la cour européenne va être sollicitée sur la définition de ce qu'est ou pas un service public !

#### En conclusion :

Si il y a eu apaisement dans l'association cela ne signifie pas endormissement. Attac doit faire sa mue, il faut faire un saut qualitatif (à crise systémique, réponse systémique) et si attac est déjà dans l'action, il faut monter d'un cran.

Comment ?

(Suite p. 4)

(Suite AG Dijon)

En s'appuyant sur les attac d'Europe, le mouvement altermondialiste et avec les CL qui sont la force propulsive d'attac. Et sans oublier le niveau mondial (lien avec

les attac du monde) avec le FSM de Belém en 2009 comme moment clé.

Georges Veyet

## Attac en action

### Touche pas à ma Poste ! elle nous appartient

Le samedi 22 janvier, par une température quasi hivernale, près de mille personnes se sont rassemblées à l'appel du « Comité isérois contre la privatisation de la Poste, pour un débat public et un referendum sur le service public postal » dont Attac Isère est partie prenante. Usagers-citoyens, postiers et leurs syndicats, comités locaux de défense de la poste, élus locaux, associations tous réunis.



Sarkozy et son gouvernement n'ont pas osé passer en force et suspendent leur projet de privatisation : les premières mobilisations et le renflouement un peu indécent, à coup de milliards d'euros, des entreprises financières privées responsables de la crise y sont sans doute pour quelque chose. Mais

rien n'est joué. « Ils » remettront ça à un moment plus favorable. Dans les zones rurales et les quartiers de ville, les suppressions de bureaux de poste ou leur transformation en formules qui n'assurent pas un service public de qualité, se multiplient mais rencontrent une résistance de plus en plus vive des usagers-citoyens. Un peu partout en Isère, des comités se créent et agissent pour la défense de la poste : rejoignons-les. Ce 22 novembre n'est qu'une étape dans une lutte qui continue.

### La Crise : Attac-Isère fait son cinéma à la Maison des associations

Le 21 octobre

Crise financière : la fin d'un système !, la finance contre les peuples.

La salle était comble pour cette soirée autour du film « L'Argent dette » de P. Grignon et avec l'intervention de Susan George, présidente d'honneur d'Attac, et membre du conseil scientifique.

Cette forte participation montre que nos actions sont en phase avec l'actualité et répondent à un besoin.

Cette séance a été l'occasion d'annoncer le nouveau départ d'Attac-Campus avec la mise à disposition d'une petite brochure « Attac pour le nuls ». Belle initiative qu'il faut soutenir.

Contact : [attacampus38@gmail.com](mailto:attacampus38@gmail.com)

Le 25 novembre

La soirée a débuté par un apéro divinatoire offert par le « CAC 40 voleurs » et les « Naze d'Acq ».

A partir des interventions d'économistes (courts métrages), Jacques Sapir, Frédéric Lordon sur la crise, très intéressante soirée organisée par le groupe cinéma d'Attac Isère : public attentif et participatif, alternance d'extraits d'intervention et débats, très bonne animation avec la participation de Jean Pierre Juy, professeur d'économie.

Bernard Labouré

## INFOS pratiques



### Boîte vocale

04 76 47 32 81

Dates : réunions publiques, groupes de travail, groupes locaux, conférences, autres rendez-vous.

### Permanence tél.

04 76 47 32 81

Chaque mercredi, de 15 h à 18 h

### Permanences

Lieux d'accueil, d'information et d'échanges

#### Grenoble

Tous les mercredis, de 15 h à 18 h à la Maison des Associations.

#### Grésivaudan

[info-attacgresivaudan@googlegroups.com](mailto:info-attacgresivaudan@googlegroups.com)

#### Saint Marcellin

[attac.stmarcellin@laposte.net](mailto:attac.stmarcellin@laposte.net)  
04 76 64 00 48

#### Attac campus

[attacampus38@gmail.com](mailto:attacampus38@gmail.com)

### Site web

[www.local.attac.org/attac38](http://www.local.attac.org/attac38)

### Adresse électronique

[attac38@attac.org](mailto:attac38@attac.org)

### Adresse postale

Attac-Isère  
Maison des associations  
6, rue Berthe de Boissieux  
38000 Grenoble

## Agenda

**Groupe éco** : le lundi 19 janvier à 18 h 30, MDA

**Groupe cinéma** :

contact -> [woudla@hotmail.com](mailto:woudla@hotmail.com)

**Groupe Grésivaudan** : tous les premiers lundis du mois à 20 h 30, salle Chartreuse à Crolles, prochaine :

**CA** : le mercredi 17 décembre, 19 h, MDA

**Radio** : tous les 3ème mercredi du mois émission attac sur radio Grésivaudan

**Attac campus** :